

L'ONU se prépare au scénario du pire au Burundi

GRANDS LACS Stefano Severe, représentant du HCR, évoque les différentes crises qui secouent la région

A quelques mois de la fin officielle du mandat du président Joseph Kabila, la situation en République démocratique du Congo inquiète vivement Stefano Severe, le représentant du HCR dans les Grands Lacs, car aujourd'hui déjà le nombre de réfugiés et de déplacés internes augmente considérablement : « *Alors que nous avions réussi à rapatrier 135.000 personnes après la fin de la guerre du M23 (une rébellion tutsie soutenue par le Rwanda, NDLR), nous enregistrons aujourd'hui un total de 520.000 réfugiés, essentiellement au Nord-Kivu. Ils se sont déplacés à la suite des troubles dans la région de Beni et des affrontements entre des membres de l'ethnie majoritaire, les Nande, et des réfugiés hutus. En effet, après la défaite du M23, les Nande avaient récupéré leurs terres et ils s'opposent aujourd'hui à ce que des réfugiés hutus s'y installent, ce qui donne lieu à des affrontements.* »

Le HCR, qui s'emploie toujours, depuis vingt ans, à rapatrier les réfugiés hutus vers le Rwanda, a constaté un phénomène nouveau : « *Les FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) ont investi les camps prévus pour les déplacés congolais, la population vivant sur ces sites est désormais composée à 60 % de Hutus rwandais...* » Alors que les évaluations portant sur le nombre d'hommes en armes demeurent floues (de 2.000 à 10.000 combattants), le HCR cite le chiffre de 245.000 Rwandais se trouvant toujours en territoire congolais,

mais 66 % d'entre eux ont moins de 17 ans et sont donc nés au Congo.

Stefano Severe estime que, même si Kigali n'oppose pas d'obstacle au retour des réfugiés hutus et en a accueilli 1.800 cette année, il serait impossible au Rwanda de réinstaller un aussi grand nombre de ses ressortissants qui, en outre, ont souvent acquis la double nationalité et contracté des mariages avec des Congolaises.

Pour empêcher les « allers-retours » entre le Congo et un Rwanda où les possibilités d'insertion peuvent s'avérer difficiles, le HCR s'est lancé dans un recensement biométrique des réfugiés hutus, « afin d'éviter les fraudes » précise Stefano Severe.

Si, à terme, la situation au Congo peut évidemment se détériorer, c'est la crise burundaise qui, dans l'immédiat, suscite le plus d'inquiétude : depuis un an, elle a déjà généré un quart de million de réfugiés, éparpillés dans les pays voisins. Cent quarante mille réfugiés se trouvent déjà en Tanzanie, mais les camps sont saturés, à peine stabilisés. « *Nous venons tout juste d'assurer l'approvisionnement en eau* », dit Stefano Severe, qui constate un glissement : « *Nombreux sont les Burundais qui quittent la Tanzanie ou le Rwanda pour prendre la destination de l'Ouganda. Là, ils peuvent trouver des "settlements" et une politique d'accueil généreuse, mais en revanche leur sécurité est précaire.* » Il se confirme en effet que des agents envoyés par Bujumbura repèrent et surveillent les opposants politiques qui se trouvent parmi les réfugiés et que là aussi des assassinats ciblés ont déjà été commis.

Vingt-deux ans après le génocide au Rwanda, le Burundi est lui

aussi sur le point de basculer dans l'horreur

Au vu des conditions matérielles difficiles, les Burundais sont relativement peu nombreux à prendre la destination du Congo. Le HCR se tient cependant prêt à toute éventualité : « *Dans l'hypothèse d'un effondrement rapide de la situation au Burundi malgré la relative stabilisation actuelle, nous avons créé un comité rassemblant 33 agences et lancé un appel conjoint pour tenter de récolter 300 millions de dollars. Nous prévoyons aussi des camps au Sud-Kivu, capables d'accueillir 330.000 réfugiés du Burundi.* »

Il s'agit là de plans de contingence, établis en fonction d'un « scénario catastrophe », mais le HCR, pas plus que les autres agences de l'ONU, n'exclut pas une véritable guerre civile, avec dérapages ethniques à la clé... Aujourd'hui déjà, le Sud-Kivu est une plaque tournante de réfugiés et de combattants burundais, par où transitent des civils en fuite, mais aussi des membres de mouvements armés anciens comme le FNL (Forces nationales de libération) ou de nouveaux mouvements de guérilla opposés au régime de Bujumbura.

Vingt-deux ans après le génocide au Rwanda, une vague de fond qui avait déstabilisé toute la région, le Burundi est lui aussi sur le point de basculer dans l'horreur. Que peut faire le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, acteur majeur dans la région ? Rien, sinon tirer les leçons du passé et se préparer au pire... ■

COLETTE BRAECKMAN